Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Dans une attaque féroce contre la Chine, la Maison-Blanche porte des accusations criminelles contre Huawei

Par Andre Damon
Mondialisation.ca, 30 janvier 2019
wsws.org 29 janvier 2019

Région : Asie, États-Unis
Thème: Loi et Justice, Transnationales

Les autorités américaines ont annoncé lundi une série de fausses accusations criminelles contre Huawei, la plus grande entreprise de télécommunications au monde et le deuxième fabricant de smartphones, et aussi contre sa directrice financière, qui est actuellement assignée à résidence au Canada.

Malgré l'invocation de la «justice» et de la «primauté du droit» par les autorités américaines, les accusations sont en fait des prétextes pour lancer une nouvelle offensive économique contre la Chine, le pays le plus peuplé du monde et la deuxième économie en importance, visant à donner un avantage aux concurrents américains et européens de Huawei dans le domaine des infrastructures de télécommunications.

Cette décision intervient à peine deux jours avant que les États-Unis et la Chine n'entament un nouveau cycle de négociations commerciales, à peu près à mi-chemin d'un « délai de réflexion » avant que l'administration Trump ne lance un nouveau cycle de négociations tarifaires visant les produits chinois.

Malgré les affirmations des responsables américains selon lesquelles les accusations portées contre Huawei et les négociations commerciales ne sont pas liées, le moment choisi pour l'annonce indique clairement que les États-Unis entameront les négociations en exigeant des concessions maximales non seulement sur le commerce, mais aussi sur des questions militaires et de «sécurité nationale».

Alors que la croissance économique aux États-Unis demeure relativement robuste, la Chine fait face à un ralentissement économique prolongé qui a été intensifié par les sanctions économiques de l'administration Trump.

Le gouvernement Trump et l'appareil d'État américain ont clairement fait savoir que leur attaque contre Huawei, l'une des entreprises les plus importantes de Chine, est à la pointe d'une escalade militaire et économique que la Maison-Blanche a qualifiée de «concurrence stratégique».

Dans un article principal du numéro de dimanche, le *New York Times* a rapporté: «Au cours de l'année écoulée, les États-Unis se sont lancés dans une campagne mondiale furtive, parfois menaçante, pour empêcher Huawei et d'autres entreprises chinoises de participer à la refonte la plus spectaculaire de la plomberie qui contrôle Internet depuis sa création

balbutiante, par morceaux, il y a 35 ans.»

L'article ajoutait: «L'administration soutient que le monde est engagé dans une nouvelle course aux armements – une course qui fait appel à la technologie plutôt qu'aux armes conventionnelles, mais qui représente un danger tout aussi grand pour la sécurité nationale des États-Unis. A une époque où les armes les plus puissantes, à l'exception des armes nucléaires, sont sous cyber contrôle, quel que soit le pays qui arrive à dominer la 5G, aura un avantage économique, militaire et de renseignement pendant une bonne partie de ce siècle.»

Il a conclu: «Lors d'entretiens avec des hauts responsables actuels et anciens du gouvernement américain, des agents de renseignement et des hauts responsables des télécommunications, il est clair que le potentiel de la 5G a créé un calcul à somme nulle à la Maison-Blanche – une conviction qu'il doit y avoir un seul gagnant dans cette course aux armements, et que le perdant doit être

banni. »

L'article a exposé sans équivoque les considérations mercenaires économiques, militaires et géostratégiques à l'origine des accusations inventées de toutes pièces contre Huawei et Meng.

La première série d'accusations tourne autour des accusations américaines selon lesquelles l'entreprise aurait violé les sanctions unilatérales américaines contre l'Iran. Kirstjen Nielsen, secrétaire à la Sécurité intérieure, a accusé «Huawei et sa directrice financière» d'enfreindre la «loi américaine» et de s'engager «dans un plan financier frauduleux qui nuit à la sécurité des États-Unis».

Les États-Unis, a-t-elle dit, «ne toléreraient pas un régime qui soutient le terrorisme», apparemment en référence à la Chine.

En raison de ces faibles accusations, Meng a été effectivement kidnappée le mois dernier au Canada. Les autorités américaines ont officiellement annoncé mardi que le ministère de la Justice avait l'intention de déposer une demande d'extradition contre elle.

Dans une deuxième série d'accusations, les autorités américaines ont annoncé 10 chefs d'accusation contre Huawei pour avoir tenté de voler en 2012 les plans d'un robot appelé «Tappy», au transporteur cellulaire américain T-Mobile.

Commentant ces accusations, le directeur du FBI, Christopher Wray, a déclaré que les actions de Huawei «menacent le marché mondial libre et équitable». Il a déclaré que le fait de donner à Huawei l'accès aux marchés américains des télécommunications «pourrait donner à un gouvernement étranger la capacité de modifier ou de voler malicieusement des informations, de faire de l'espionnage non détecté ou d'exercer une pression ou un contrôle». En fait, ce sont les États-Unis qui utilisent leur influence géopolitique sur la scène mondiale pour obtenir des concessions économiques de la Chine.

L'ensemble de la campagne contre Huawei s'inscrit dans le cadre d'un effort visant à assurer la domination économique des entreprises contrôlées par les États-Unis et leurs alliés européens, notamment Qualcomm, basée aux États-Unis, Nokia en Finlande et Ericsson en Suède.

Selon les médias, la Maison-Blanche est sur le point de publier un décret qui interdirait aux entreprises de télécommunications américaines d'acheter des infrastructures clés à des entreprises chinoises telles que Huawei et ZTE. Actuellement, seules les entités gouvernementales américaines sont interdites d'acheter de tels produits.

Les États-Unis font pression sur leurs alliés, dont la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pour qu'ils restreignent leurs achats d'équipement de télécommunications auprès des fabricants chinois.

Le *Financial Times* a mis en garde contre «la détérioration dramatique des relations entre la Chine et les États-Unis» depuis l'arrestation de Meng. Le journal a observé: « Les responsables partout dans le gouvernement américain sont devenus beaucoup plus va-t-en-guerre envers la Chine – surtout, des droits de l'homme à la sécurité nationale, en passant par la politique et les affaires.»

Le changement large et bipartite contre l'engagement avec la Chine a été résumé dans les remarques de la semaine dernière par le financier et principal donateur des démocrates George Soros, qui a qualifié le président chinois Xi Jinping d'«opposant le plus dangereux de ceux qui croient en la notion de société ouverte».

Il a critiqué le président américain Trump pour son manque d'agressivité envers la Chine. Soros insista pour dire: «Au lieu de permettre à ZTE et Huawei de s'en tirer à bon compte, il faut sévir contre eux. Si ces entreprises venaient à dominer le marché de la 5G, elles présenteraient un risque inacceptable pour la sécurité du reste du monde. Malheureusement, le président Trump semble suivre une voie différente: faire des concessions à la Chine et déclarer la victoire tout en renouvelant ses attaques contre les alliés américains. Cela risque de saper l'objectif de la politique américaine consistant à mettre un frein aux abus et aux excès de la Chine.»

D'autres commentateurs ont souligné les considérations nationales liées à l'escalade des tensions avec la Chine, puissance dotée de l'arme nucléaire. Dans un article intitulé «Un ennemi commun pourrait guérir le clivage partisan américain», le chroniqueur du *Financial Times* Janan Ganesh a soutenu: «Pour la première fois depuis au moins les années 1980, les Américains font face à un défi économique, idéologique et militaire qui peut faire paraître hors de propos l'antagonisme intérieur, sinon inadmissible.»

Ganesh a affirmé que comme l'attaque du Japon contre Pearl Harbor et les attentats du 11 septembre, un conflit avec la Chine servirait à unifier le pays et à préserver sa «cohésion interne». En d'autres termes, un affrontement qui pourrait conduire à une guerre nucléaire serait bénéfique pour l'élite dirigeante américaine, du point de vue de la suppression des tensions politiques et de classe internes.

Ganesh s'est émerveillé de la «rapidité avec laquelle l'épreuve de force de M. Trump avec la Chine, si choquante en 2017, a trouvé une acceptation générale, voire un enthousiasme, non seulement à Washington mais aussi dans le milieu des affaires.»

André Damon

Article paru en anglais, WSWS, le 29 janvier 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Andre Damon, wsws.org, 2019

Articles Par : Andre Damon

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca